



Acta fabula
Revue des parutions
vol. 10, n° 7, Août-Septembre 2009
DOI : <https://doi.org/10.58282/acta.5162>

La question de l'Europe en littérature : relire Victor Hugo

Stéphanie Boulard

Frank Laurent, *Victor Hugo : Espace et politique - Jusqu'à l'exil 1823-1852*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Interférences, 2008. 288 p. EAN 978-2-7535-0635-0.



Pour citer cet article

Stéphanie Boulard, « La question de l'Europe en littérature : relire Victor Hugo », *Acta fabula*, vol. 10, n° 7, Essais critiques, Août-Septembre 2009, URL : <https://www.fabula.org/revue/document5162.php>, article mis en ligne le 24 Août 2009, consulté le 27 Avril 2024, DOI : 10.58282/acta.5162

La question de l'Europe en littérature : relire Victor Hugo

Stéphanie Boulard

Pas de livre qui ne soit plus d'actualité que celui de Franck Laurent pourtant paru en 2008 aux Presses Universitaires de Rennes : *Victor Hugo : Espace et politique*. Un petit livre qui prend pour point de départ la ou les visions politiques de Victor Hugo. Mais pas n'importe quelle vision politique, celle que Victor Hugo a eu très tôt de l'Europe, d'une Europe qu'il envisageait alors comme une « fédération d'États-Nations » ou qui serait en quelque sorte *les États-Unis d'Europe*. Or, c'est bien l'Europe qui est aujourd'hui, plus que jamais, au cœur des débats avec la récente élection du Parlement Européen alors que l'Union chancelle encore sous l'impact de la crise économique. Aux propos désabusés de Frédéric Lordon qui constatait dans un récent numéro du *Monde Diplomatique* que « dans sa forme actuelle, l'Union prend un soin particulier à écœurer autant qu'elle le peut, parfois même, mais dans le silence de leurs âmes tourmentées, jusqu'à ses défenseurs les plus sincères¹ », le livre de Frank Laurent offre le mérite de mettre en lumière les réflexions d'un des plus grand écrivain du XIXème siècle, visionnaire de l'Union Européenne et passionné. Des réflexions qui envisagent l'Europe par le haut. Car l'Europe dont rêve Victor Hugo est en effet une Europe unie par la même appréhension de l'espace politique, les mêmes principes de démocratie républicaine réunis sous Fédération continentale. Ainsi écrit-il en 1843 dans la préface des *Burgraves* : « [...] il y a aujourd'hui une nationalité européenne [...]. Quelles que soient les antipathies momentanées et les jalousies de frontières, toutes les nations policées appartiennent au même centre et sont indissolublement liées entre elles par une secrète et profonde unité. La civilisation nous fait à tous les mêmes entrailles, le même esprit, le même but, le même avenir. » De quoi donner du baume au cœur à toutes ces âmes tourmentées, « écœurées » de l'Union Européenne telle qu'elle se dessine aujourd'hui, nous dit Lordon, en leur offrant la lecture des écrits d'un homme pour qui tout était un combat à gagner et qui, en butte au pouvoir, proscrit, en exil, n'a jamais cessé de lutter pour ces idéaux. Idéaux qui passent dans le souffle de l'œuvre, de la plume à l'œuvre et qui ne peuvent manquer d'emporter les cœurs les plus désillusionnés. Or quel type d'ouvrage nous propose exactement ici Frank Laurent ? Quelles nouvelles perspectives nous apporte-t-il par rapport au livre de

¹ LORDON, Frédéric, "Fin de la mobilisation, commencement de l'Europe?", *Le Monde Diplomatique*, Juin 2009.

Frank Wilhem, *Victor Hugo et les États-Unis d'Europe*, paru sur la question il n'y a pas si longtemps² ? Si aujourd'hui on peut constater que les écrits d'historiens ne figurent plus dans les anthologies littéraires, même ceux qui, comme Michelet, étaient maîtres dans le maniement de la langue, il en va bien de même avec ceux des écrivains qui ne figurent plus non plus dans les livres d'histoires, quelque soit l'importance et la dimension historique ou politique de leurs œuvres.

Aussi est-ce bien à ce titre que Frank Laurent compte (re)lire l'œuvre hugolienne: en prenant comme angle de vue et horizon la dimension politique de l'œuvre littéraire de Victor Hugo car c'est bien « en écrivain qu'il pense et agit la politique » (11). Pourtant *Notre-Dame de Paris*, *Le Rhin*, *Les Burgraves* ou encore *Marion de Lorme* pourraient sembler œuvres de peu de poids au regard du millier de pages des interventions politiques de celui qui fut pair de France de 1845 à 1848, élu représentant du peuple de 1848 à 1851, opposant actif à l'Empire de Louis Bonaparte, député en 1871 et sénateur de 1876 à 1885. La raison essentielle en est que Victor Hugo, marcheur et orateur infatigable s'est nourri de ce travail permanent d'observateur critique du monde (monde social, monde politique, monde intellectuel). Un observateur, il faut le dire, d'une curiosité omnivore et à la plume omniprésente. La première chose qu'il fera dès ses premiers jours d'exil sera d'ailleurs de prendre la plume, comme d'autres prennent l'épée. Il faut souligner alors que l'écriture n'est bien sûr pas seulement un outil servant à exprimer ses préoccupations politiques, mais qu'elle est bien la forme première de sa pensée poétique. Il s'agit donc pour Frank Laurent de relire romans, poèmes, pièces de théâtre en faisant de l'herméneutique littéraire et en (re)démontrant ainsi que les œuvres littéraires de Hugo se nourrissent tout naturellement de son incroyable labeur d'homme et de penseur politique.

Le livre de Frank Laurent établit donc avec précision et clarté le lien que les textes littéraires de Victor Hugo entretiennent avec l'histoire politique de son temps et met en perspective la spécificité de la question de l'Europe dans l'œuvre hugolienne, son sens et sa fonction au sein de l'œuvre. L'ouvrage se composant de sept chapitres, on commence tout naturellement avec le premier chapitre par une analyse des zones frontières et des marges géographiques. Des *Orientales* à *L'Homme qui rit*, Hugo aura fait preuve d'une réflexion incessante, toujours plus aigüe sur les bords, les marges, les limites, les notions de territoires, de frontières et d'identités. Ce sont les porosités de ces notions que Laurent étudie afin d'en montrer les directions multiples et complexes tout en démontrant que la pensée de l'Europe, pour Victor Hugo, se mêle de toute évidence à la pensée de la frontière, « là où l'identité d'une nation se trouble, se problématise, s'hybride » (15). Pour le poète de *La Légende des siècles*, en effet, et ce dès ses premières œuvres, il ne peut y avoir paix et progrès au

² WILHEM, Frank, *Victor Hugo et l'idée des États-Unis d'Europe*, Association des amis de la maison de Victor Hugo à Vianden, 2000.

sein de la République Universelle qu'au prix d'un effacement progressif des frontières qui divisent l'Europe, voire une disparition totale de celles-ci. Une Europe aux bords trop définis, ou définissant trop ses bords serait en effet une Europe *bornée*.

Le deuxième chapitre se consacre principalement à la mise en question de l'état royal et des éléments qui font de la monarchie d'Ancien Régime l'ancêtre de l'Etat-nation moderne en voie de constitution. Au lieu de faire une étude du théâtre politique et de la mise en scène supra-humaine de la nature royale (à laquelle se substitue ensuite l'Etat) strictement historique, Frank Laurent étudie la façon dont cela se joue dans les pièces de théâtre *Hernani*, *Le Roi s'amuse*, *Marion de Lorme*, etc. Laurent commence d'abord par rappeler que les drames de Hugo ne firent jamais l'unanimité de la critique et qu'en plus d'être des drames « peu français » : *Cromwell* est un « sujet anglais », *Angelo* un « sujet italien », *Les Burgraves* un « sujet allemand », *Ruy Blas* un « sujet espagnol »... ; on leur reprocha aussi de faire état d'un « monde sans nation » (*Marion de Lorme*, *Le Roi s'amuse*) (62). Il montre ensuite qu'en plus de valoriser le plus souvent une action dirigée contre le royaume de France, Victor Hugo s'éloigne, contrairement à ses contemporains, du « programme de littérature nationale moderne élaboré dès la fin de l'empire dans la mouvance libérale » (63), reprochant en fait au pouvoir de l'Etat de ne fonctionner que dans la continuité des pratiques de la souveraineté, c'est-à-dire en assurant sa puissance et sa pérennité sur son administration et son personnel, ces « ombres de l'ombre (sans charisme) qui mènent une politique de l'ombre » (67). A regarder l'Histoire qui suit, on est frappé de voir la clairvoyance, toujours actuelle, de l'écrivain-monstre. Pour autant l'apport de ce deuxième chapitre est de montrer en quoi le tragique des drames hugoliens ne vient pas tant de la critique de l'arbitraire royal mais de l'absolue souveraineté de la loi appliquée par le pouvoir d'état. (69) La souveraineté moderne de l'Etat que Hugo dénonce, c'est celle d'un Etat qui a « le monopole de la violence légitime », pour reprendre la formule de Max Weber, un Etat qui prône la loi souveraine, et notamment le droit de mettre à mort (par la guillotine notamment – voir *Marion de Lorme*, *Marie Tudor*, etc.) tout en remettant en cause la question de clémence, du droit de grâce ou encore celle du droit d'asile si chère à Hugo (*Notre-Dame de Paris*). Au regard de la situation actuelle des sans-papiers placés en centres de détention et en attente de leur expulsion, on voit que, comme ce fut le cas sous Napoléon Bonaparte, la question du droit d'asile semble être, elle aussi, une question en suspens pour notre gouvernement actuel. Pour Hugo la réponse à cet état de fait est claire : il ne reste alors « guère d'autre choix que la recherche empirique, bricolée, d'une liberté informelle à sauver contre tous » (80). Cette réflexion sur l'absolutisation du pouvoir d'Etat éclaire la rêverie hugolienne sur la tradition impériale qui traverse l'histoire européenne depuis Rome et qui concerne plus précisément les deux chapitres suivants.

Les troisième et quatrième chapitres sont tous deux liés par la même problématique : les ambiguïtés du Second Empire. Laurent montre ainsi la façon dont l'œuvre hugolienne s'inscrit dans les ambiguïtés de l'Histoire. Pour Laurent, Hugo utilise la référence à l'Empire comme un passage obligé pour qui veut penser l'Europe, le continent européen n'ayant jamais connu d'unité politique que sous forme impériale (César, Charlemagne, Charles Quint, Cromwell, Napoléon...). L'Empereur français est ainsi le grand architecte, l'ordonnateur de l'espace européen qui ébauche une carte politique de l'Europe et de ses limites. Aussi, d'un même mouvement, il œuvre autant à l'ouverture de l'espace par des constructions de ponts, de canaux ou de routes (84) qu'à sa fermeture avec le contrôle constants des « intrus » et « la multiplication des barrières » (86) Circulation/séparation. On est dans l'ambiguïté entre le désir d'espace, de mouvement et de fluidité, d'abolition des frontières et de leur traversée sans contraintes et la tendance despotique du pouvoir impérial de vouloir tout contrôler (*Marie Tudor*). De même, si Hugo fut fasciné un temps par le génie d'administrateur et la souveraineté de Napoléon, la domination impérialiste de l'état napoléonien omnipotent « tout entier centré sur ses fonctions de police » (*Angelo*) (125) et l'usage de la guerre comme moyen de progrès et de civilisation suffiront incontestablement à lever toute ambiguïté. Pour Hugo, « Napoléon-le-petit » sera responsable de l'interruption du progrès, ayant introduit en Europe le despotisme qui était vu autrefois comme une caractéristique uniquement orientale...

La confrontation qu'établit Laurent au chapitre cinq entre les différentes pensées politiques de Hugo fait surgir quant à la situation du peuple, de son rôle et de son mouvement dans l'espace politique et social, des termes, notions ou éléments très intéressants au croisement entre l'histoire et le romanesque : elle offre des possibilités romanesques qui sont légitimées par l'histoire qui ne lui accorde pourtant pas la valeur explicative générale recherchée par le discours historique. On revient ainsi sur les personnages dit « populaires » de Victor Hugo (Esmeralda, La Sachette, Hernani, Quasimodo, Ruy Blas, Jean Valjean, Fantine, Gavroche, Gwynplaine, etc...), qui appartiennent tous à un peuple sans territoire, sans origine, marqué par l'errance et virtuellement extérieur à toute question d'identité nationale, voire réfractaire même à toute territorialisation officielle. C'est sur cette base mouvante, sur laquelle viennent se greffer les bouleversement politiques, que Hugo en vient à penser la politique au-delà des frontières, développe sa conception de l'internationalisme (140), sa vision d'un peuple comme moyen d'appréciation politique (175), et défend l'idée du suffrage universel qui agitait encore les milieux républicains et socialistes après le Second Empire et la Commune : « Très bonne loi électorale (quand le peuple saura lire), écrit-il dans son *Journal des idées et des opinions d'un révolutionnaire de 1830*, Article 1er : Tout français est électeur ; Article

Il : tout français est éligible ». De l'internationalisme révolutionnaire à l'impératif d'universalité politique, Hugo fera la « promotion ardente d'un peuple qui ne saurait limiter ses droits, son action et son être, à l'intérieur, des frontières nationales. » (140) Se définit alors ce que Laurent veut appeler une *ontologie du peuple* chez Hugo, qui fonderait véritablement une résistance à la logique du territorial du politique, « à toutes les territorialisations reconnues, définies et opérées par l'État » (163). Cet « Être-du-peuple » se retrouve ainsi très tôt dans la pensée hugolienne, dès 1830 dans *Hernani* sous la métaphore (éculée ?) du « peuple Océan ». Laurent démontre bien qu'elle est tout autre chose sous la plume de Hugo qu'une rhétorique ornementale et qu'il s'agit de la prendre *à la lettre*. On remarquera la note importante consacrée à Etienne Balibar page 163, mettant en parallèle l'analyse que fait Balibar du principe d'exclusion inhérent à tout État et l'importance des « misérables » chez Hugo, ou encore cette autre note un peu plus loin dans le livre consacrée au principe de « communauté » chez Alain Badiou. Ces filaments que Laurent tisse avec les œuvres d'autres philosophes sont loin d'être anecdotiques et montrent la profondeur philosophique de la pensée hugolienne, tout comme les liens que celle-ci peut avoir avec des penseurs d'aujourd'hui. La fin du chapitre cinq fait ainsi clairement le point sur cette « base océanique » des sociétés et sur la représentation du peuple dans l'œuvre hugolienne, cette multitude en deçà ou au-delà du politique, qui traverse toute l'œuvre littéraire de Hugo de *Notre-Dame de Paris* (avec les gueux de la cour des miracles) aux « misérables » et offre de nombreuses pistes de réflexions.

C'est dans ce basculement entre la base mouvante de ce collectif humain peuple-océan et la pensée d'une politique au-delà des frontières – c'est-à-dire, pour Hugo, l'impératif d'une universalité politique – que vient se placer le chapitre sur « l'Europe de la civilisation ». « Il y a aujourd'hui une nationalité européenne (...) la civilisation nous fait à tous les même entrailles, le même esprit, le même but, le même avenir » (182) écrit en effet Hugo dans sa préface des *Burgraves* en 1843. Mettant au centre de son chapitre, la notion de « civilisation » qui permet de promouvoir une pensée de l'Europe passant de l'ethnocentrisme à l'europanisme, Laurent développe sa réflexion sur les rapports que la notion de « civilisation » entretient avec la nation, le passé et la religion. La partie la plus intéressante du chapitre est celle qui fait l'étude de la conclusion du *Rhin* et de la prophétie hugolienne du couple franco-allemand.

Il est ainsi question de la constitution de la nation allemande en opposition à la France, suite au rôle que Napoléon a eu dans l'éveil du nationalisme allemand. Cette partie se déroule de façon très claire et Laurent montre bien en quoi Hugo à cette époque s'oppose à Michelet, Quinet et Lerminier qui « professent qu'une nation se constitue notamment (voire principalement) dans un mouvement d'opposition aux autres nations, qu'elle se construit notamment par constriction réactive » (212).

Alors que Hugo postule que la nation Allemande se forme « non par opposition mais par alliance avec la France, alliance qui fondera l'union de l'Europe » (213). On comprend mieux alors que le Rhin, ne soit pas le fleuve de la limite des nations chez Hugo : il apparaît bien comme un axe, une voie de circulation et de réunion – en somme, comme l'artère vitale de l'Europe. Se dessine alors différentes positions adoptées par Hugo à cette époque : défiance de l'idéologie nationale, rejet de la formule impériale, optimisme officiel sur la question des divisions sociales. On appréciera la fin du chapitre qui montre comment le retour du refoulé politique chez Hugo peut surgir dans l'imagination fantastique, dans les récits de rêves ou de cauchemars où se font jours des rêveries « décidément moins architecturales que politique et sociales » (216). Légendes, détours, échos textuels, bizarres récits de voyages, drames, viennent dire quelque chose des questions qui taraudent l'écrivain et l'homme politique. La richesse du texte hugolien prend dans cette fin de chapitre toute sa force.

Le chapitre sept qui clôt le livre fait le point sur les positions de Hugo entre février 1848 et l'exil. Le lecteur qui ne serait pas familier avec cette partie de la vie et de la pensée politique de Hugo, lira avec intérêt ce dernier chapitre où il est question de l'expérience politique parlementaire de l'auteur d'*Hernani* sous la seconde république ainsi que des évolutions profondes qui vont déterminer son appréhension du politique jusqu'à la fin de sa vie : rôle et responsabilités de l'état, libertés publiques, revendications sociales, suffrage universel, assistance publique, enseignement, rupture de son appréhension de l'église catholique et de la papauté. Puisque l'on dit tant de bien de cet ouvrage, nous voudrions terminer l'examen de ce dernier chapitre par une note réservée quant aux textes cités : en effet, il n'y a, dans cette partie, que des références faites à des textes politiques (extraits du volume *Politique*, ou du volume *Histoire* de la collection Bouquins, plus quelques lettres...). On l'aura compris, peu, voire plus de textes littéraires dans cette dernière partie, comme si l'auteur avait perdu de vue, sur la fin, ce qui constituait son postulat de départ : l'œuvre littéraire. Le lecteur reste alors circonspect sur la décision de l'auteur d'achever sa réflexion en 1852 alors qu'il reconnaît lui-même au début de ce livre que la pensée de Hugo ne s'arrête pas là, bien au contraire.

Mais nous ne saurions boudier notre plaisir. *Victor Hugo, espace et politique*, est un livre truffé de références qu'il est passionnant de lire dans le contexte présent quelque peu désabusé sur la question. La thèse est très élégamment traitée et avancée. La lecture est un plaisir de découverte car l'érudition est clairement rendue. Surtout, le plaisir est dans les formes et l'équilibre des citations qui sonnent juste. Pour terminer, on lira ainsi avec amusement le conseil de la note de la page 228 sur les « paroles » de Hugo – « pas assez de justice et beaucoup trop de police » ou «nous voulons la misère supprimée » – « qui émergent parfois jusqu'à nos

jours par des voies souvent assez mystérieuses, à la surface de luttes politiques et sociales » et qui pourraient, sans doute, être le sujet d'un nouveau livre ...

PLAN

AUTEUR

Stéphanie Boulard

[Voir ses autres contributions](#)

Courriel : stephanie.boulard@modlangs.gatech.edu